



**Synthèse du séminaire :
« Déconstruction du concept
Nord/Sud »**

4 juillet 2016

Intervenants

Gustave Massiah : ingénieur économiste de formation et figure centrale du mouvement altermondialiste. Très impliqué dans les ONG de solidarité internationale et de droits humains, il a été président du CRID, membre fondateur du CEDETIM (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale) et de l'AITEC (Association internationale de techniciens, experts et chercheurs) et du réseau IPAM (Initiatives pour un autre monde). Il est également membre fondateur et membre du Conseil scientifique d'ATTAC et du Conseil International du Forum Social Mondial. Il a publié de nombreux écrits, articles et contributions sur les thématiques du développement, des rapports Nord/Sud, de la solidarité internationale, des droits économiques, sociaux et culturels...

Boris Martin : rédacteur en chef de la revue Alternatives Humanitaires, éditeur-rewriter indépendant et auteur. Après avoir suivi des études de droit et d'anthropologie juridique, il s'est engagé parallèlement dans la recherche universitaire, l'écriture et l'action humanitaire. Il a publié des essais, récits et fictions, dont certains ont été traduits en anglais, chinois, japonais et allemand.

Xavier Crépin : chargé de mission société civile et partenariats au Ministère des Affaires Etrangères depuis 2011, expert dans les domaines de développement urbain et planification, développement régional et institutions de développement.

Carlos Cortes Zea : ancien Directeur adjoint de la Coopération et Fora Internationale au sein de l'AMEXCID (Agence Mexicaine de Coopération Internationale pour le Développement) du Ministère des Affaires Etrangères du Mexique. Il rédige actuellement une thèse sur les relations de coopération Sud/Sud, notamment à travers l'exemple du Mexique. Il nous éclairera sur le nouveau paysage de l'aide aux pays en développement, qui se modifie avec l'arrivée sur le marché des bailleurs des pays émergents.

Animatrice : **Joyce Soares**, chargée de mission au FIP – Forum International des Plateformes

Depuis longtemps on parle de Nord/Sud en mettant cette notion entre guillemets, avec précaution car nous savons que cette notion est dépassée et ne suffit plus à rendre compte de l'état du monde. Mais d'où vient-elle ? Pourquoi a-t-elle été employée à la base, pourquoi ne devrait-elle plus l'être aujourd'hui et par conséquent, par quoi la remplacer ?

Gus Massiah – introduction

Joyce Soares : pouvez-vous nous rappeler brièvement l'histoire de la notion de Nord/Sud ?

Gus Massiah : il faut bien comprendre que lorsque le concept du Nord/Sud est arrivé, il n'a pas remplacé les concepts préexistants mais il a contribué à représenter une partie de la réalité.

Une « représentation » c'est une manière de décrire la réalité, de lui donner un sens. Une représentation joue donc un rôle important au niveau politique et au niveau idéologique.

Dans les années 50, le concept qui apparaît comme opératoire c'est celui de la colonisation et de la décolonisation, donc celui des peuples colonisés. Dans le monde il y a alors les peuples qui sont colonisés et ceux qui ne le sont pas. Ces concepts donnent naissance à des mouvements différents, qui continuent d'exister par la suite : c'est de là que vient le mouvement anti-colonial et celui de la décolonisation. Ceci est une première représentation du monde.

Cette représentation colonisation/décolonisation cohabite avec une deuxième représentation qui est celle des mouvements caritatifs, liés aux Eglises. Celle-ci développe l'idée de l'aide et de la lutte contre la misère. Dans les années 50 c'est d'ailleurs la lutte contre la faim qui prend beaucoup d'importance (d'où la création d'Emmaüs, du CCFD, etc). Le mouvement contre la faim rencontre à ce moment la question du développement, ce qui nous amène à la représentation suivante : pour lutter contre la faim il faut aussi lutter contre la misère. On passe donc de mouvements caritatifs à la lutte pour le développement.

Par ailleurs, la décolonisation se traduit d'abord par la lutte contre les dépendances formelles, on voit donc apparaître dans un premier temps des Etats. Comment appeler ces nouveaux Etats ? Alfred Sauvy invente le terme de « Tiers-Monde » (il dit exactement qu'il existe « 3 mondes et une seule planète »). La division entre parties du monde ne se place plus entre l'Est et l'Ouest comme instaurée lors de la guerre froide, elle ne se place pas non plus exactement entre riches et pauvres, mais plus exactement entre les Etats qui font le jeu politique et les autres, ignorés, méprisés, exclus. Ce « tiers-monde » n'aura d'ailleurs de cesse d'exiger sa reconnaissance politique.

Le « tiers-mondisme » fusionne alors avec la représentation de la lutte contre la faim et la misère, les mouvements politiques et humanitaires convergent.

Les tiers-mondistes et les anti-colonialistes se sont longtemps critiqués, puis est arrivée une critique externe au tiers-mondisme, via les nouveaux philosophes. L'idée était là de refuser toute idée de l'Etat dans les questions de développement, parce que les gouvernements des Etats du tiers-monde étaient souvent dictatoriaux.

Le CRID est né à ce moment et le tiers-monde a donc donné lieu à beaucoup de discussions. C'est au bout de ces discussions que sont nés d'autres organisations comme Médecins du Monde, Médecins

Sans Frontières...qui ont renouvelé l'humanitaire avec la question de l'urgence et le refus d'attendre l'appui ou l'action de l'Etat pour intervenir.

Le concept du Nord/Sud, lui, vient de la montée en puissance de la notion de « géopolitique ». L'exemple de la conférence des Non-alignés à Bandung (1955) le montre : ils se disent ni de l'Ouest, ni de l'Est, mais bien du Sud. Cela étant, même parmi les non-alignés certains se disent tout de même un peu plus à l'Est qu'autre chose.....enfin, c'est de là que naît l'idée du « Sud » comme concept géopolitique qui se confronte au « Nord ». Cette représentation va fonctionner pendant un certain temps parce que la géopolitique devient un élément important du développement économique. Par ailleurs, ce nouveau concept correspond à une représentation nécessaire de la recomposition des institutions internationales, notamment de l'ONU (qui essaye de s'appuyer sur un bloc du Sud pour porter une contre-parole).

Kofi Annan ira encore plus loin dans la recherche de nouveaux alliés, non-reconnu par les Etats-Unis il se tournera vers les ONG qu'il va reconnaître comme acteurs au plan international. Les grandes conférences internationales qu'il organisera, notamment Rio 2, mais aussi Habitat 2, celle de Copenhague sur le développement social, celle sur le Caire à propos des droits des femmes...vont permettre une alliance entre ONG et institutions. Plus tard, il s'adressera même aux multinationales en leur proposant le global compact. Il trouvera des alliés, une partie des multinationales suivra Kofi Annan et abondera désormais au budget de l'ONU.

Les acteurs économiques apparaissent donc sur le devant de la scène en même temps à peu près que les acteurs de la société civile. On entre alors dans une nouvelle phase : le Nord/Sud est remis en cause à partir de l'idée qu'il y a du Nord dans le Sud et vice-versa et que par conséquent cette représentation ne suffit plus. Ce qui achève définitivement la pertinence du Nord/Sud c'est 89, la chute du Mur et la disparition de « l'Est ». Ce qui avait permis la construction du Nord/Sud a donc été remis en cause par le développement du marché mondial.

Boris Martin

Joyce Soares : désormais on parle beaucoup des « Suds émergents » et de comment ils contribuent à inverser la domination culturelle. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Boris Martin : je vais partir de l'exemple d'une ONG bengali, BRAC, créée par Fazle Hasan Abed. BRAC est la plus grosse ONG du monde en termes de salariés. Lorsque l'on parle de « désoccidentaliser » l'humanitaire, BRAC est un bon exemple. Mais regardons de plus près ce nouveau modèle et voyons comment il interroge nos modèles actuels et nos représentations.

BRAC est un modèle hybride, mi-entreprise, mi-ONG. Très simplement, l'entreprise rapporte de l'argent et l'ONG le dépense en actions solidaires. En réalité, ce sont 18 entreprises différentes qui forment l'ensemble BRAC, on y trouve des laiteries, une pêcherie, une université, une auto-école...en 2013 elles ont réussi à dégager 168 millions de dollars, dont la moitié a été engagée dans les actions de l'ONG et l'autre moitié dans les entreprises.

Le vice-président de BRAC dit d'elle que c'est une ONG qui a de nombreuses entreprises à son service. Un journaliste du Monde a lui qualifié l'ONG de « multinationale du développement ».

Pourtant, cette appellation pourrait plus facilement faire penser à une ONG du « Nord ». BRAC fait tout : assainissement, eau, hygiène, éducation, agriculture, prévention des catastrophes naturelles, droits humains...c'est une sorte de super Oxfam.

BRAC est implantée dans les 64 districts du Bangladesh et revendique 126 millions de bénéficiaires (ils en parlent en terme de « clients »). C'est un modèle totalement déconnecté de la société civile et ce n'est pas forcément négatif, cela s'inscrit dans l'histoire du Bangladesh, un Etat jeune né d'une guerre civile sanglante avec le Pakistan. En 1971 le pays vient de gagner son indépendance, est à terre et sans espoir. Le fondateur de BRAC était alors comptable chez Shell, expatrié et vivant une vraie vie « d'expat' ». Mais lorsqu'il voit ce qui arrive au Bangladesh il rentre et crée son ONG avec l'idée que « small is beautiful but big is necessary ».

A ce moment-là, un fort besoin de substitution émane de la communauté des expatriés du Bangladesh. BRAC c'est donc une société civile par le haut, c'est le fruit d'une élite hyper occidentalisée, on dirait presque de la philanthropie anglo-saxonne. C'est une antithèse des French doctors, qui étaient alors très militants, portés par le bas et positionnés contre le pouvoir de l'Etat. BRAC n'est pas en opposition à l'Etat, elle ne remet pas en cause la logique néolibérale, elle est elle-même un pur modèle néo-libéral de philanthropie.

Ce modèle n'est évidemment pas universalisable et il n'est pas sûr que cela soit de toute façon souhaitable, même si le travail effectué est impressionnant. BRAC reste avide de partenariats avec le Nord, mais pourrait en remonter à beaucoup d'ONG occidentales. Ce sont presque les ONG du Nord qui rêveraient de devenir des BRAC, tant elles tombent sous le charme de l'entrepreneuriat social. Le « modèle BRAC » interroge en creux le modèle des ONG du Nord, qui développent aujourd'hui des liens de plus en plus croissants avec les multinationales (notamment via les Social Impact Bond). Elles emploient des techniques de management qui viennent du privé et frôlent le risque de social washing. C'est une évolution qui assèche le militantisme, donc l'opposition citoyenne. Par ailleurs cette évolution entérine le désengagement de l'Etat.

Il y a peut-être une alliance objective entre l'entreprise et l'Etat contre les ONG, mais BRAC pose d'autres questions. Il faut donc prendre le temps d'interroger ce modèle.

Xavier Crépin

Joyce Soares : on a jusqu'ici parlé de concepts et on a vu que le « Sud » n'était pas une notion uniforme. Qu'en est-il de l'organisation à de plus petites échelles de territoires, comme les villes ?

Xavier Crépin : si auparavant les villes étaient le reflet des concepts cités par Gus, tout a été bousculé au moment de la *crise des subprimes* (à partir de 2007). Alors qu'auparavant les questions sociales et relatives à l'habitat relevaient uniquement des villes elles-mêmes, on a vu que tout un modèle pouvait s'écrouler à partir d'un endroit aux Etats-Unis. Le système mondial venait d'être déstabiliser à cause de crédits hypothécaires.

A partir de cette période apparaît donc un déficit de concept. Ce qui se passe alors dans le domaine urbain n'est pas aisément qualifiable. Et c'est ce vide qui permet la financiarisation de la question urbaine, sur la base d'idées fonctionnalistes recyclées. La ville devient un enjeu majeur pour les

multinationales, pour des investissements et de la spéculation. Des investisseurs privés s'installent dans toutes les grandes villes du monde. Il faut donc retenir qu'un vide conceptuel a laissé place à une sorte de prédation de la question des villes.

Toujours dans l'idée de vide conceptuel, même dans le programme de la grande conférence Habitat III à Quito en octobre prochain, le seul mot permettant d'évoquer une sorte de concept est celui de « résilience ». C'est ainsi qu'est de plus en plus appelé ce qui se passe maintenant dans les villes du « Sud ».

En ce qui concerne les acteurs impliqués dans la vie des villes, beaucoup ne travaillent non pas [plus] avec l'Etat, ni contre d'ailleurs, mais à côté. C'est le cas des initiatives de budget participatif qui viennent du Brésil. Comme autres acteurs on remarque également la montée en puissance de groupes de jeunesses ou les slum dwellers (habitants des bidonvilles) qui développent une capacité à intervenir sur et à influencer le débat international. Les ONG, les entreprises, les collectivités s'organisent aussi plus ou moins bien et ce sont ces groupes là que l'on retrouve dans les forums sociaux. Cette organisation commence à avoir un certain poids, reste à voir si cela durable et productif.

Carlos Cortes Zea

Joyce Soares : qu'en est-il du paysage de l'aide publique au développement (APD) ? Existe-t-il toujours une relation donneurs/receveurs entre les pays que l'on dit du « Sud » et ceux que l'on dit du « Nord » ?

Carlos Cortes Zea : je vais parler de l'exemple concret du Mexique. En 2008 de vives discussions avaient lieu au sein du Congrès mexicain à propos d'un projet de loi sur le développement international. Certains se demandaient pourquoi le Mexique devait prendre part à la coopération internationale en termes de développement alors que les 50% de sa population était encore dans un vrai état de pauvreté.

Lors de l'élaboration des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement), l'objectif le plus important était celui de la lutte contre la pauvreté. Evidemment, les OMD étaient imbriqués dans la gouvernance internationale et les questions de coopération. Mais dans le grand consensus international il y a de petits consensus, dont celui de la coopération Sud/Sud. C'est un contexte qui se crée notamment grâce à l'augmentation des ressources allouées à certains coopérants du Sud (Chine, Brésil, Inde), qui sont les moteurs de ce nouveau type de coopération.

A noter qu'en 2006 le montant de l'APD Sud/Sud ne faisait que 6% de l'APD global, en 2013 ce montant se hisse à 13%. On constate donc une nette augmentation de cette enveloppe.

Il y a maintenant une prolifération des agences de coopération pour le développement, à l'image des agences classiques types AFD. Il y en a au Pérou, en Thaïlande, en Uruguay, en Colombie, au Mexique, en Inde, en Afrique du Sud...sachant qu'avant la création de ces agences spécialisées, ces pays montaient de toute façon déjà des projets de coopération depuis longtemps. C'est ce qu'on appelait la coopération technique et scientifique. A partir de l'élaboration des OMD cette coopération change de nom pour devenir la coopération Sud/Sud.

Le deuxième pilier de ce consensus en faveur de la coopération Sud/Sud s'est construit sur la popularité du concept. Cette popularité conforte une opinion publique internationale déçue de l'APD classique. Les 5 schémas récurrents de cette APD très critiquée sont les suivants : opacité des montants de l'aide, fragmentation de ces montants par pays, la sélectivité des projets subventionnés, les canaux d'aide inefficaces (aide liée aux projets de renforcement des capacités institutionnels), l'excessive bureaucratisation de l'APD (ratio entre l'argent dépensé pour l'administration et ce qui arrive effectivement sur le terrain).

La contribution positive de la coopération Sud/Sud est présentée comme une évidence depuis les années 2000 seulement. Au sein de ce champ s'est construit le consensus suivant : l'APD Sud/Sud serait plus efficace que la coopération Nord/Sud. Est-ce vrai ? Alors qu'elle reprend plus ou moins les mêmes mécanismes que l'aide Nord/Sud ?

Lors du premier entretien que j'ai mené pour ma thèse, j'ai posé la question suivante : pourquoi le Mexique coopère avec d'autres pays ? La réponse qui m'a été faite était celle-ci : le Mexique a des "responsabilités systémiques". Ce qui était entendu par là c'est que Bill Clinton avait donné beaucoup d'argent au pays en 1994 lors de la dernière grande crise traversée par le Mexique. Par conséquent, lorsqu'un tremblement de terre dévastateur a lieu en Haïti, on a attendu du Mexique qu'il lui porte secours.

D'une façon générale, la fin du contexte bipolaire a également signé le délitement de l'ordre international et donc bouleversé le cadre de la coopération internationale. Avant, il y avait une architecture ordonnée entre les donneurs et les récepteurs. L'agenda était dominé par les donneurs traditionnels. Donc, avec l'arrivée à échéance des OMD ce délitement s'est opéré au profit d'une nouvelle configuration pour le développement post-2015. Cela s'explique par l'essor du Sud global et l'affirmation des pays dits du "Sud", ainsi que par l'entrée du club des pays émergents dans le jeu politique international.

Par conséquent, un pays comme le Mexique qui rentre dans ce jeu et veut s'affirmer, va forcément questionner à un moment donné : est-ce toujours un pays du Sud ? Est-ce déjà un pays du Nord ? Ni l'un, ni l'autre, c'est un pays que l'on va dire "émergent".

En 2015 il y a eut trois rendez-vous internationaux d'importance :

- La Conférence d'Addis Abeba où l'on a redéfini les contours des ressources internationales publiques et privées en faveur du développement. C'est à ce moment que l'on a acté que les donneurs traditionnels ne pouvaient pas investir plus et qu'il allait falloir trouver des fonds ailleurs.
- Le Sommet des Nations Unies pour le développement durable où les ODD ont été adoptés (Objectifs de Développement Durable), objectifs universels cette fois-ci (et pas que des objectifs financés par le Nord pour le Sud)
- La Conférence de Paris sur le Climat, la COP21, où là également l'universalité du changement climatique et de la nécessité de lutter contre au niveau mondial a été actée.

Ces trois rendez-vous posent le passage d'une architecture de l'APD et du développement classique et rigide à une nouvelle configuration basée sur la décentralisation des acteurs, le secteur privé et les ONG.

Par ailleurs, les ODD dessinent un agenda négocié de façon intergouvernemental et par tous les pays. Ils ont certes des défaillances, mais contrairement aux OMD qui ont été imposés de manière top-down, nous avons là l'exemple d'un processus où le monde occidental ET le Sud global ont été parties prenantes.

L'accent n'est plus mis uniquement sur la lutte contre la pauvreté mais bien sur un agenda de développement holistique dont on ne sait pas encore entièrement comment mesurer les avancées.

Gus Massiah – conclusion

Joyce Soares : nous avons donc vu que la notion d'opposition Nord/Sud ne suffisait plus à rendre compte de relations économiques, culturelles et sociales au niveau mondial. Rapidement, comment résumer cet état de fait ? Comment et pourquoi en est-on arrivé là et qu'est-ce que cela implique ?

Gus Massiah : parce que les puissances émergentes ont changé les contours de la géopolitique mondiale. Cela étant, cette évolution géopolitique n'a pas remis en cause la structuration économique du monde, il y a toujours une triade économique dominante. Le néolibéralisme a conquis l'ensemble de la planète et a changé les équilibres au sein des Etats. Mais même si une forme d'impérialisme mondial continue d'exister, les pays ont en leur sein des classes dominantes qui défendent leurs propres intérêts. Nous voyons donc se renforcer une classe dominante globale.

On ne peut plus parler du Nord/Sud parce que les classes dominantes du « Sud » ont des intérêts convergents avec les classes dominantes du « Nord ». Pour l'instant, il n'y a juste pas encore de convergence au niveau militaire...

En parallèle de cela, la révolution écologique est avant tout psychologique donc elle détruit la vision ancestrale du développement qui était auparavant basée sur la croissance. Une partie des outils de coopération classique sont de fait obsolètes.

Joyce Soares : donc aujourd'hui, quelles sont les pistes de substitution au Nord/Sud ?

Gus Massiah : a priori, cela va tourner autour de l'idée générale de la « transition » (écologique, sociale et démocratique). Cela veut dire que dès maintenant des alternatives sont possibles.

Que peut-on répondre à la mondialisation ? Il y a une contradiction fondamentale entre la remontée des nationalismes et tout ce que ça entraîne, et la mondialisation. Vient donc la proposition de la *mondialité*. Qui sont les acteurs porteurs de cette mondialité ? Ce sont ceux que l'ont croise dans les forums sociaux, c'est une dynamique historique qui n'est pas portée par les ONG en tant que telles. Justement aujourd'hui les mouvements sociaux et les ONG sont en contradiction, s'opposent presque. On ne peut plus confondre la société civile et les mouvements d'émancipation avec les ONG.

Questions de la salle

Quel est le mode de gouvernance de BRAC ? Il y a un board, donc des actionnaires.

Donc est-ce vraiment une ONG ? Ils assument leur côté hybride.

Pouvez-vous préciser le concept de mondialité ? La mondialité c'est l'idée que l'on doit chercher une échelle globale qui ne soit pas celle de la mondialisation. La mondialisation est néolibérale et capitaliste, la mondialité s'attache aux rapports entre les peuples. C'est un concept qui accepte le fait que certains phénomènes (changement climatique, migrations internationales...) ne peuvent pas être résolus au niveau national. La question reste quelles seraient les instances qui prendraient en compte tout cela ? La réponse réside en partie dans le fait que ce n'est pas une construction géopolitique qui se crée à partir des nations, mais que c'est la prise de conscience d'une appartenance globale. Même au niveau du FSM on sait qu'il faut réinventer le processus et l'événement et pour l'instant on fait face à trois propositions : soit on refait de l'internationalisme (avec plus de partis et plus de politique), soit on garde un espace ouvert qui ne fera pas de politique, soit on attend que les nouveaux mouvements proposent de nouvelles formes globales d'organisation. Quelque part l'idée de la mondialité rejoint celle des identités multiples, d'où le refus du débat sur l'identité nationale qui ne doit pas écraser toutes les autres que chacun.e porte.

Où est le souci dans le fait que des multinationales financent le développement ? Elles ont de l'argent, pourquoi ne pas en profiter ? Premièrement, il y a le fait que l'Etat est censé gérer un intérêt général. Il est clair à l'inverse que les entreprises ne gèrent que des intérêts privés. Ensuite, si quelqu'un comme Bill Gates se mettait dans la tête qu'il fallait revenir à un mode de développement humain basé sur le malthusianisme, nous serions mal partis. C'est une fondation tellement puissante qu'elle dicte des directives dans le secteur de la santé (elle a investi plusieurs milliards de dollars dans la lutte contre le paludisme).

Quelles sont les dichotomies qui existent entre les ONG ? Aujourd'hui on confond « société civile » et « associations » ou « ONG ». Or, la société s'organise également via d'autres canaux, par exemple elle forge beaucoup son opinion sur ce que véhiculent les médias. Ensuite, les ONG ne sont pas seules au monde, elles aussi sont confrontées à des logiques dominantes. Elles sont partagées entre celles qui s'appuient sur le modèle de l'entreprise parce que c'est le plus efficace, et celles qui sont plutôt reliées à la question des résistances et des mouvements, de la contre-proposition. Elles sont moins directement opérationnelles, le CRID et ses membres se sont donc appuyés sur le modèle du partenariat pour être efficaces.

Pourquoi parle-t-on encore du Nord/Sud ? On en parle parce que c'est quelque chose que l'on connaît, que l'on a vécu et qui ressemble un peu à ce que l'on peut vivre aujourd'hui. C'est un concept qui montre qu'il existe des pôles de pouvoir dans le monde, ça permet de le rappeler.

Quel est le rôle de la société civile là-dedans ? Comment anticiper les changements de philosophies, comment savoir vers quelle tendance nous cheminons ? Une représentation du monde ne s'élabore pas dans un cabinet de marketing, il faut être attentif à ce qui est le plus repris. Actuellement on parle de croissance zéro, de décroissance...il existe plein de propositions il est impossible de savoir laquelle va être reprise. Nous verrons selon ce que les mouvements déterminent, lesquels sont globalement reconnus comme porteurs d'alternatives.